

Les élections régionales en Thuringe, en Saxe et en Brandebourg Raz-de-marée pour les extrêmes ?

Jeanette SÜß

► Points clés

- L'Alternative für Deutschland (AfD) est devenue la force politique de premier plan lors de ces élections régionales en Allemagne.
- Le parti progresse de manière significative, y compris en Brandebourg où les sociaux-démocrates demeurent historiquement plus forts.
- La nouvelle formation du Bündnis Sahra Wagenknecht (BSW) s'implante plus durablement dans le paysage politique allemand.
- Face à la fragmentation des partis et l'ascension des extrêmes, former un gouvernement stable devient de plus en plus difficile pour les partis traditionnels.
- Le vote lors de ces élections exprime une volonté de sanctionner la politique du gouvernement de la coalition « feu tricolore ».
- Le scrutin reflète des spécificités de l'Allemagne de l'Est, mais il a également des répercussions pour les partis traditionnels à l'échelle fédérale dans la perspective des élections de septembre 2025.

Un revers pour le gouvernement Scholz

Avec l'élection du *Landtag* de Thuringe le 1^{er} septembre, pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale d'Allemagne (RFA), un parti classé à l'extrême droite est devenu la première force lors d'une élection régionale. Avec 32,8 %, l'Alternative für Deutschland (AfD) poursuit sa percée en Thuringe, dépassant les chrétiens-démocrates (Union chrétienne-démocrate d'Allemagne – CDU), mais aussi la gauche radicale (Die Linke), qui dirigeait le *Land* depuis 2014. En Saxe et dans le Brandebourg où les élections se sont tenues le 22 septembre, trois semaines après celles en Thuringe et en Saxe, l'AfD est arrivée en deuxième position. Le parti franchit pour la première fois la barre symbolique des 30 % (30,6 %), juste derrière la CDU (31,9 %) en Saxe et la frôle dans le Brandebourg (29,2 %), où le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) gagne d'une courte tête (30,9 %). La coalition dite « feu tricolore » en place à Berlin, composée des sociaux-démocrates, des Verts et des Libéraux, a rassemblé environ 10 % des voix en Thuringe et 12,4 % en Saxe, soit environ un tiers du score de l'AfD. Le SPD capitalise sur le « vote utile » dans le Brandebourg, mais les Verts et le FDP additionnés n'atteignent pas 5 % et ne sont donc plus représentés dans les parlements régionaux (*Landtage*).

La nouvelle alliance créée par Sahra Wagenknecht, ancienne figure de proue de Die Linke, qui a fondé son propre parti, le Bündnis Sahra Wagenknecht (BSW), en janvier 2024, s'établit comme une nouvelle force dans le paysage politique allemand. Le

parti a obtenu d'emblée 15,9 % en Thuringe, 11,9 % en Saxe et 13,5 % dans le Brandebourg, en y dépassant la CDU. Comme dans le Brandebourg, les Libéraux et les Verts ne siègent plus au parlement en Thuringe, seuls les Verts ayant réussi à conserver dix sièges au *Landtag* de Saxe en franchissant la barre des 5 % (5,1 %, avec une perte de 3,8 points). Les chrétiens-démocrates quant à

eux ont essuyé un échec avec leur pire score historique et ont perdu des électeurs en faveur du SPD, du BSW et de l'AfD. La désignation officielle de Friedrich Merz comme prochain candidat de la CDU pour la chancellerie (« *Kanzlerfrage* ») en 2025, quelques jours avant les élections dans le Brandebourg, n'a pas eu l'effet escompté.

Alors que l'échec électoral n'est pas une surprise pour le Parti libéral-démocrate (FDP), qui s'est difficilement implanté dans les *Länder* de l'Est, pour le centre-gauche, présent dans trois gouvernements régionaux, c'est un coup dur : les sociaux-démocrates n'ont jamais enregistré de résultats aussi bas en Saxe et en Thuringe et se maintiennent seulement dans le Brandebourg. Quant aux Verts, ils ont connu leurs pires scores depuis vingt ans. Ces élections montrent également qu'une forte participation électorale (74,4 % en Saxe, 73,6 % en Thuringe et 72,9 % dans le Brandebourg) n'est pas une garantie de soutien pour les partis traditionnels en Allemagne. Au contraire, l'AfD et le BSW ont su mobiliser les électeurs abstentionnistes.

Le BSW s'établit comme une nouvelle force dans le paysage politique allemand

De plus, alors que l'AfD attire principalement les électeurs plus âgés, le parti parvient aussi désormais à capter une part importante des jeunes électeurs (entre 29 % et 35 % des moins de 30 ans, contre 13 % à 15 % pour la CDU). Les études montrent que l'AfD arrive à particulièrement bien capitaliser sur le sentiment d'insécurité sur le plan socio-professionnel des jeunes électeurs. En outre, l'AfD a mis en place une stratégie de communication efficace et moderne *via* les réseaux sociaux. Le parti est perçu comme un mouvement politique plutôt qu'un parti traditionnel, ce qui attire un électorat jeune¹.

Ce revers électoral pour le gouvernement actuel pousse les trois partis de la coalition à repenser leur stratégie de campagne en vue des élections fédérales de l'automne 2025. La question épineuse du choix des candidats pour la chancellerie (« *Kanzlerfrage* ») se pose désormais, notamment pour les sociaux-démocrates qui maintiennent le chancelier Olaf Scholz pour l'instant. Même si la CDU a su se servir de la faiblesse du gouvernement actuel en Thuringe et en Saxe, elle se retrouve prise en tenaille par l'AfD et le BSW dans les trois *Länder*. Étant donné que ces deux partis sont susceptibles de remporter des scores importants lors des prochaines élections fédérales de 2025, la question de la gouvernabilité des partis démocratiques allemands deviendra encore plus cruciale.

Résultats en pourcentage des élections régionales et projection des élections fédérales

	Thuringe (Différence par rapport à 2019)	Saxe (Différence par rapport à 2019)	Brandebourg (Différence par rapport à 2019)	Projection élections fédérales (21/09/24)	Résultats élections fédérales 2021
AfD	32,8 (+ 9,4)	30,6 (+ 3,1)	29,2 (+ 5,7)	20	10,4
CDU	23,6 (+ 1,9)	31,9 (- 0,2)	12,1 (- 3,5)	32	24,2
BSW	15,8	11,8	13,5	10	-
SPD	6,1 (- 2,1)	7,3 (- 0,4)	30,9 (+ 4,7)	15	25,7
Verts	3,2 (- 2,0)	5,1 (- 3,5)	4,1 (- 6,7)	10	14,7
FDP	1,1 (- 3,9)	0,9 (- 3,6)	0,8 (- 4,4)	4,0	11,4
Die Linke	13,1 (- 17,9)	4,5 (- 5,9)	3,0 (- 7,7)	2,0	4,9

Source : tableau réalisé par l'autrice.

1. E. Mujagić, « Warum wählen viele junge Menschen die AfD? », *ZDF*, 3 septembre 2024, disponible sur : www.zdf.de.

Quelles coalitions sont donc possibles ?

La Thuringe

En février 2020, après les élections de l'automne 2019, la situation politique en Thuringe était particulièrement tendue. Il manquait au ministre-président sortant Bodo Ramelow (Die Linke) et à sa coalition avec les sociaux-démocrates et les Verts quelques voix pour atteindre la majorité absolue. L'élection du candidat du FDP, Thomas Kemmerich, par les voix de l'AfD combinées à celles de la CDU lors du troisième tour de scrutin (où seule la majorité relative est nécessaire) avait provoqué une indignation publique. L'intervention de la chancelière Angela Merkel avait certes conduit à sa démission consécutive et à la reconduction de Bodo Ramelow, mais elle avait également produit une crise de gouvernance au sein de la CDU avec la démission de la présidente du parti, Annegret Kramp-Karrenbauer.

Malgré la popularité du ministre-président Bodo Ramelow, Die Linke a obtenu seulement 13,1 % des voix, contre 31 % en 2019. Bodo Ramelow a toutefois « amorti le choc » survenu en Saxe, où Die Linke est représentée de justesse au *Landtag*, bien que n'ayant obtenu seulement 4,5 % des voix², et dans le Brandebourg, où elle s'est effondrée avec 3 %. Visiblement, Bodo Ramelow a encore bénéficié d'une prime au sortant. Comme dans les autres *Länder*, cette chute est due au BSW, qui a largement siphonné les voix de Die Linke, comme l'ont déjà démontré les élections européennes où Die Linke a obtenu 2,7 % contre 6,2 % pour le BSW³.

Comme tous les partis ont exclu de collaborer avec l'AfD, aucune majorité de coalition claire ne se dégage⁴. Même si l'AfD reste dans l'opposition, elle peut exercer une minorité de blocage lui permettant de s'opposer à l'élection de juges constitutionnels et à freiner des réformes de la constitution locale. Pour atteindre une majorité (45 sièges sur 88), la CDU avec Mario Voigt (23 sièges) se voit contrainte de former un gouvernement avec le BSW (15 sièges). La possibilité de former un gouvernement minoritaire avec le SPD (6 sièges) n'est pas viable, et même en alliant la CDU, le BSW et les sociaux-démocrates, il manque encore une voix pour obtenir la majorité absolue. La CDU de Thuringe a toutefois décidé d'entamer les discussions exploratoires (« *Sondierungsgespräche* ») avec ces trois partis.

2. Die Linke n'a pas franchi la barre des 5 % des voix nécessaires mais a pu obtenir deux mandats directs à travers la « première voix » ce qui permet un parti d'entrer au *Landtag* selon le droit constitutionnel saxon.

3. « Ergebnisse Europawahlen », *Die Bundeswahlleiterin*, disponible sur : www.bundeswahlleiterin.de.

4. Cependant, des voix singulières au sein de la CDU régionale s'élèvent pour réclamer un changement de cap de la CDU vis-à-vis l'AfD. Par exemple, l'ancien député au *Landtag* Michael Heym fait prévaloir que si l'AfD était déclaré comme contraire à la Constitution, le parti n'aurait pas pu se présenter aux élections. L'exclure des négociations pour une coalition serait antidémocratique selon lui.

Bodo Ramelow laisse entendre qu'il pourrait prêter main-forte sans pour autant vouloir tolérer le gouvernement, considérant que cela porterait préjudice à la stabilité de la nouvelle coalition. Il est toutefois peu probable que la CDU saisisse cette opportunité, puisqu'elle exclut de collaborer avec Die Linke. La formation d'une coalition stable s'annonce alors particulièrement compliquée en Thuringe.

La Saxe

Conformément à la constitution saxonne, les partis ont jusqu'en février 2025 pour former un gouvernement à l'échelle régionale. La reconduction de la coalition actuelle dite « Kenya » entre la CDU (41 sièges), le SPD (10 sièges) et les Verts (7 sièges) n'est pas possible en Saxe, car les trois partis n'obtiennent pas la majorité nécessaire de 61 sièges. Le ministre-président Michael Kretschmer (CDU) s'est prononcé contre la poursuite de la collaboration avec les Verts et ne souhaite pas non plus former un gouvernement minoritaire avec le SPD. En revanche, une coalition tripartite entre la CDU, le BSW et le SPD – dite « coalition de couleur mûre » – atteindrait cette majorité, ce qui positionne le BSW comme faiseur de roi : sans ce parti, aucune alliance ne peut se constituer. Michael Kretschmer s'apprête à entamer les discussions exploratoires avec le BSW et le SPD. Le BSW conditionne une collaboration régionale à un changement de position des partis sur le soutien à l'Ukraine en général et la question du stationnement des missiles américains de longue portée en Allemagne à partir de 2026 en particulier.

Par conséquent, une possible alliance avec ce parti a suscité un vif débat chez les conservateurs allemands : deux jours seulement après les résultats des élections en Saxe et en Thuringe, environ 40 membres de la CDU ont mis en garde contre une collaboration avec le BSW et souhaitent inclure ce parti dans leur résolution d'incompatibilité (« *Unvereinbarkeitsbeschluss* »), qui interdit actuellement toute collaboration avec l'AfD et Die Linke. Alors que la CDU a déjà exclu toute collaboration avec le BSW au niveau fédéral, elle se trouve tiraillée à l'échelle régionale entre la responsabilité de former un gouvernement stable et sa crédibilité vis-à-vis de ses électeurs.

Le Brandebourg

Le choc des résultats en Saxe et en Thuringe a eu un effet mobilisateur sur l'élection dans le Brandebourg qui s'est tenue trois semaines plus tard, le 22 septembre. Certes, la coalition actuelle, dite « Kenya » menée par le ministre-président Dietmar Woidke (SPD), en place depuis plus de dix ans, entre les sociaux-démocrates (32 sièges), les chrétiens-démocrates (12 sièges) et les Verts (0 siège) ne peut pas être reconduite. Cependant, le SPD obtient 30,9 % des voix et passe devant l'AfD, qui affiche 29,2 % (30 sièges), s'approchant de la barre symbolique des 30 %. La campagne était une véritable lutte de coude à coude entre le SPD et l'AfD qui a longtemps mené la course en

tête dans les sondages. Malgré sa seconde place, l'AfD obtient la minorité de blocage comme en Thuringe (un tiers des sièges). Dietmar Woidke a tout misé sur une stratégie de campagne de front républicain (« *Brandmauer* ») contre l'AfD et su mobiliser son électorat traditionnel, tout comme celui des Verts et des électeurs abstentionnistes. Le BSW y dépasse la CDU qui y réalise l'un des pires scores de son histoire et le parti de gauche radicale Die Linke disparaît – pour la première fois depuis 1990 dans un *Land* de l'Est – du parlement régional. La campagne a été hautement personnalisée autour de la

popularité du ministre-président sortant, qui a menacé de se retirer en cas de victoire de l'AfD et a même obtenu le soutien du ministre-président de Saxe, Michael Kretschmer (CDU). Pendant la campagne, Dietmar Woidke a demandé au chancelier Olaf Scholz de s'abstenir de toute participation active⁵. La seule alternative possible à la coalition actuelle est une alliance entre le SPD et le BSW ou entre le SPD, la CDU et le BSW. Dietmar Woidke n'a pas exclu de gouverner avec le

BSW, mais veut d'abord des pourparlers avec les chrétiens-démocrates qui se retrouveraient relégués au rôle de partenaire junior, bien que cette coalition n'ait pas la majorité absolue (44 sièges sur 88). La CDU se voit dans le rôle de l'opposition et encourage le SPD à entamer des discussions exploratoires plutôt avec le BSW.

Les élections régionales ont ressuscité un débat sur l'état de l'ancienne RDA, 34 ans après la réunification

Un pays toujours fortement divisé en deux

Avec l'ascension constante de l'extrême droite et de l'arrivée du BSW en Allemagne de l'Est, les élections régionales ont ressuscité un débat sur l'état de l'ancienne RDA, 34 ans après la réunification. Des écrivains, des personnalités politiques et des journalistes remettent en cause la particularité de l'Est. Selon le publiciste Dirk Oschmann, l'Allemagne de l'Est est une « invention de l'Ouest⁶ », une conception qui exacerbe les clivages sociétaux déjà présents à la suite du « choc de la transformation » de la réunification, puis celui de la mondialisation. Toutefois, les données actuelles corroborent la thèse de deux Allemagnes : malgré le rattrapage de l'Est par rapport à l'Ouest, notamment sur le plan économique⁷, 75 % des électeurs interrogés en Thuringe

5. G. Ismar et V. Höhne, « SPD-Wahlkampf. Kanzler unerwünscht », *Süddeutsche Zeitung*, 15 août 2024, disponible sur : www.sueddeutsche.de.

6. D. Oschmann, *Der Osten eine westdeutsche Erfindung*, Berlin, Ullstein, 2023.

7. Par exemple, l'écart du taux de chômage entre l'ancienne RFA et les nouveaux *Länder* s'est fortement réduit. Le taux de chômage dans les anciens *Länder* (comprenant Berlin) est de 7,8 % par rapport à 5,8 % dans le reste du pays alors qu'il était encore à 20 % en Allemagne de l'Est en 1997. Le risque de pauvreté est toutefois toujours six fois plus élevé en Allemagne de l'Est qu'à l'Ouest. Le niveau de richesse dans tous les nouveaux *Länder* s'élève de 72 % à 80 % (avec ou sans Berlin) par rapport à l'Allemagne de l'Ouest. Cf. « Registrierte Arbeitslose und Arbeitslosenquote nach Gebietsstand », *Statistisches Bundesamt*, disponible sur : www.destatis.de ; M. Deshaies, « Les inégalités régionales de richesse et de pauvreté en Allemagne : le contraste est-ouest est-il toujours pertinent ? », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, n° 54, 2/2022, p. 455-467.

et en Saxe pensent que la politique et l'économie sont trop dominées par l'Ouest⁸. Le déclin démographique dans une zone encore très rurale en Allemagne, l'exode d'une partie des Allemands de l'Est vers l'Ouest (notamment des jeunes femmes) et une économie qui repose sur des secteurs à bas salaires nourrissent toujours le sentiment d'un certain décalage économique par rapport à l'Ouest⁹. Sur le plan politique, alors que les Allemands de l'Est représentent dans leur ensemble entre 17 % et 20 % de la population allemande, leur représentation dans les élites politiques, administratives et économiques atteint seulement 12 %¹⁰.

À cela s'ajoute le ressenti de 74 % des Thuringiens et des Saxons et 67 % des Brandebourgeois qui se considèrent comme des citoyens de deuxième catégorie¹¹. Ce sentiment est particulièrement présent chez les électeurs de l'AfD en Thuringe (83 %) et du BSW (81 %), contrairement aux électeurs des partis « traditionnels » de l'Ouest, comme la CDU (64 %) ou le SPD (68 %)¹². Le nouveau parti BSW, que l'on peut qualifier de gauche populiste¹³, et l'extrême droite de l'AfD parviennent alors à particulièrement bien incarner la « voix de l'Est », bien que la figure de proue sulfureuse de l'AfD en Thuringe, Björn Höcke, soit originaire de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Cette mise en scène en tant que « parti de l'Est », notamment de la part de l'AfD, couplée à leur rhétorique d'un parti antisystème, exacerbe les clivages entre les deux Allemagnes¹⁴.

Une autre interrogation quant à la particularité de l'Est concerne l'hypothèse selon laquelle une partie de la société allemande de l'Est n'adhère toujours pas au modèle de la démocratie libérale mis en place après la réunification en raison des décennies vécues sous le régime autoritaire de la République démocratique allemande (RDA). Selon une étude de l'Institut Else Frenkel Brunswik de l'université de Leipzig, les Allemands de l'Est remettraient en cause l'ordre démocratique étant donné que la démocratie n'a pas mené à une réduction des disparités structurelles entre l'Est et l'Ouest¹⁵.

8. « Ansichten zu Ostdeutschland », infratest dimap, *Tagesschau*, 1^{er} septembre 2024, disponible sur : www.tagesschau.de.

9. B. Zielinski, « L'unification économique de l'Allemagne – modalités et répercussions », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, n° 54, 2/2022, p. 515-529.

10. Au milieu des années 1990, elle était entre 5 % et 7 %. Cf. R. Kollmorgen et J. Schaller, « Von der Exklusion zur Entfremdung? Realitäten und Folgen der Unterrepräsentation Ostdeutscher in den Eliten seit 1990 », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 33-35, 2024, p. 15-22, ici p. 21.

11. « Ansichten zu Ostdeutschland », infratest dimap, *Tagesschau*, 22 septembre 2024, disponible sur : www.tagesschau.de.

12. « Ansichten zu Ostdeutschland », infratest dimap, *Tagesschau*, 1^{er} septembre 2024, disponible sur : www.tagesschau.de.

13. T. Holzhauser, « Ni à gauche ni à droite, mais les deux à la fois ? L'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW) au lendemain des élections européennes », *Notes du Cerfa*, n° 178, Ifri, juillet 2024.

14. S. Mau, *Ungleich vereint. Warum der Osten anders bleibt*, Berlin, Suhrkamp, 2024, p. 91. Ce phénomène est décrit comme une « communautarisation » (*Eingemeindung*) ethnique des personnalités politiques de l'Ouest qui deviennent des porte-parole de l'Ouest de la part de l'AfD et du BSW. Cf. R. Kollmorgen et J. Schaller, « Von der Exklusion zur Entfremdung? Realitäten und Folgen der Unterrepräsentation Ostdeutscher in den Eliten seit 1990 », *op. cit.*, p. 21.

15. O. Decker, J. Kiess et E. Brähler, « Autoritäre Dynamiken und die Unzufriedenheit mit der Demokratie », Else-Frenkel-Brunswick-Institut, disponible sur : www.efbi.de.

Par ailleurs, dans les antennes régionales de l'AfD en Saxe, en Thuringe, en Brandebourg et en Saxe-Anhalt, le parti est sous surveillance de l'Office régional pour la protection de la Constitution et a été classé comme un « parti d'extrême droite avérée » dans trois *Länder*. C'est dans ces *Länder* que le parti a su opérer un virage du parti libéral et nationaliste qu'il était à sa création en 2013 vers un parti d'extrême droite ethniciste, antisémite et homophobe, profitant pour cela de la « crise » migratoire de 2015¹⁶. En outre, l'AfD est souvent critiqué pour sa proximité avec des partis néonazis, le mouvement Querdenker et Pegida, des groupes qui partagent des positions radicales, nationalistes, remettant en cause l'ordre démocratique actuel¹⁷.

À titre d'exemple, le président du groupe AfD dans le *Land* de Thuringe et tête de liste de la campagne, Björn Höcke, professeur d'histoire, compare le mémorial de la Shoah à un « mémorial de la honte ». Il utilise régulièrement des slogans de la Waffen SS (« tout pour l'Allemagne ») et a formé « l'aile » (« *der Flügel* »), représentant un courant encore plus radical au sein du parti, qui a demandé sa dissolution après sa classification par l'Office fédéral pour la protection de la Constitution comme antidémocratique. De 2019 à 2024, la part des électeurs jugeant Höcke trop radical est tombée de 44 % à 16 %. Dans l'ensemble, 87 % des électeurs de l'AfD en Thuringe et 78 % en Saxe déclarent ne pas accorder d'importance aux positions d'extrême droite du parti, tant qu'il traite des sujets qui leur semblent importants, notamment celui de l'immigration¹⁸.

Malgré son score certes historique, l'AfD reste largement isolée

Malgré son score certes historique, l'AfD reste largement isolée grâce au cordon sanitaire pratiqué par le reste des autres partis, y compris le BSW. Mais il convient de rappeler que dans certaines zones les plus rurales en Thuringe ou en Saxe, le parti a frôlé la barre symbolique de 50 % comme à Bautzen ou à Görlitz¹⁹.

Selon une récente étude, l'électorat du parti BSW soutient aussi l'idée qu'« une dictature peut être la meilleure forme d'État » et que l'Allemagne devrait « enfin retrouver le courage d'un fort sentiment national²⁰ ». Ces données démontrent que 34 ans après la réunification allemande, l'adhésion au système politique allemand reste parcellaire.

L'Allemagne de l'Est, laboratoire d'un pays ingouvernable ?

Contrairement à la situation en Allemagne de l'Est, les sondages du 21 septembre pour les élections fédérales montrent une image plus différenciée du paysage partisan

16. M. Baloge, *La Politique en Allemagne*, Paris, La Découverte, 2024, p. 92.

17. F. Virchow, « L'AfD, juste un parti de droite comme beaucoup d'autres ? », *Allemagne aujourd'hui*, n° 247, janvier-mars 2024.

18. H. Schwesinger, « Woher die Stimmen für AfD und BSW kamen », *Tagesschau*, 1^{er} septembre 2024, disponible sur : www.tagesschau.de.

19. O. Georgi, « Grüne und Linke streiten über Direktmandate in Sachsen », *FAZ*, 2 septembre 2024, disponible sur : www.faz.net.

20. D. Rzepka, « BSW-Wähler haben oft rechtsextreme Positionen », *ZDF*, 22 août 2024, disponible sur : www.zdf.de.

allemand (voir tableau ci-dessus). À l'heure actuelle, l'AfD se situe entre 17 % et 20 %. Les partis constituant la coalition rassemblent environ 30 % des intentions de vote. La CDU seule les devancerait toutefois largement avec 32 % et servirait ainsi encore de « parti de rassemblement » (*Volkspartei*).

Les élections régionales en Thuringe, Saxe et dans le Brandebourg s'inscrivent jusqu'à un certain point dans une reconfiguration du système politique allemand, en cours depuis les années 1980²¹. L'affaiblissement des partis traditionnels poursuit son chemin avec une multiplication des partis, ce qui rend la formation d'un gouvernement composé de deux partis, reposant sur les partis traditionnels avec un partenaire junior (comme les Verts ou les Libéraux), de plus en plus difficile. Cette fragmentation du système politique a également été visible lors des dernières élections régionales en Hesse ou en Bavière, tenues en 2023. Seule la CDU y a pu se maintenir comme le parti qui résiste à la montée de l'AfD et a même gagné en sièges. Le chancelier Olaf Scholz souligne dans une interview, accordée début septembre, qu'il part du principe que former un gouvernement restera une affaire compliquée tant à l'échelle locale que fédérale avec la nécessité de faire travailler ensemble plusieurs partis dans des constellations inédites²².

Une reconfiguration du système politique allemand, en cours depuis les années 1980

Outre cette restructuration partisane structurelle, l'impopularité de la coalition a pleinement joué lors des dernières élections régionales en Allemagne de l'Ouest et à l'Est. La montée en puissance de l'AfD et du BSW est donc en partie due à la faible cote de popularité du gouvernement Scholz (seuls 16 % des électeurs sont satisfaits²³). Seule la popularité du ministre-président Dietmar Woidke a pu éviter un échec électoral pour le SPD dans le Brandebourg – en refusant le soutien du chancelier.

En Thuringe, 52 % des électeurs du BSW et 40 % de ceux de l'AfD déclarent avoir voté pour ce parti afin de sanctionner le gouvernement. Cependant, ce motif est paradoxalement en baisse : il était un motif principal pour 57 % des électeurs de l'AfD il y a dix ans, ce qui est révélateur d'un vote devenu davantage un vote d'adhésion²⁴.

21. P. Manow, « Un pays profondément déstabilisé. Fragmentation politique et polarisation dans l'Allemagne d'aujourd'hui », *Études de l'Ifri*, Ifri, octobre 2023.

22. D. Rzepka, « Kanzler im ZDF-Sommerinterview: Scholz lehnt Vertrauensfrage ab », *ZDF*, 8 septembre 2024, disponible sur : www.zdf.de.

23. E. Ehni, « ARD-DeutschlandTrend – Zufriedenheit mit Ampel auf neuem Tiefstand », *Tagesschau*, 5 septembre 2024, disponible sur : www.tagesschau.de.

24. En 2017, 61 % des électeurs de l'AfD ont voté aux élections fédérales pour sanctionner le gouvernement. Cf. M. Weinachter, « L'AfD radicalisée, en léger recul, confirme son ancrage dans le paysage politique allemand – en particulier à l'Est », *Allemagne aujourd'hui*, n° 238, octobre-décembre 2021, p. 134 ; « Doch keine Protestwahl? Wer in Thüringen wie gewählt hat », *MDR*, 3 septembre 2024, disponible sur : www.mdr.de.

Après les élections régionales de 2024 : préparer les élections fédérales de 2025

Les résultats de ces élections ont des conséquences sur les partis traditionnels à l'échelle fédérale. Cela vaut particulièrement pour la coalition « feu tricolore », qui devrait cesser d'exposer au grand jour ses dissensions internes. Or, les Libéraux ont évoqué une possible rupture de la coalition à la suite de leurs mauvais résultats (0,8 %) dans le Brandebourg²⁵. Selon eux, leur échec est principalement dû à l'impopularité de la coalition. Ces élections ont donc ébranlé les partis de la coalition mais la question des stratégies politiques à adopter en vue des élections fédérales de 2025 se pose également pour la CDU. Elle devrait prouver qu'elle peut apporter des solutions tangibles sans tomber dans le piège des visions simplistes venant des extrêmes, à gauche comme à droite.

L'immigration, la sécurité sociale, la criminalité et la guerre en Ukraine ont figuré comme sujets principaux dans la campagne en Thuringe, en Saxe et en Brandebourg alors que ce sont des thématiques dont les solutions se situent en grande partie à l'échelle nationale plutôt qu'à l'échelle locale.

Deux électeurs sur trois en Thuringe et en Saxe jugent que trop d'immigrés arrivent en Allemagne²⁶. Le gouvernement fait face à de nombreuses critiques pour sa gestion des flux migratoires, les lacunes dans l'intégration locale et les difficultés à expulser les demandeurs d'asile déboutés comme l'a démontré l'attaque au couteau à Solingen par un Syrien qui n'a pas pu être expulsé, quelques jours avant les élections. L'AfD, le BSW et la CDU ont instrumentalisé ce sujet en le plaçant au centre de leurs campagnes, accusant le gouvernement d'incompétence. Cette politisation a poussé le gouvernement à restaurer temporairement les contrôles aux frontières terrestres depuis le 16 septembre, une semaine avant les élections dans le Brandebourg. Chaque parti revendique le crédit des mesures prises, bien que la CDU ait rompu les négociations avec le gouvernement, les jugeant insuffisantes. La question reste de savoir si cette stratégie de « droitisation » du discours migratoire paiera pour la CDU lors des prochaines élections fédérales.

La question de la guerre en Ukraine a largement influé les élections, reflétant le souhait d'une grande partie des Allemands de l'Est que le gouvernement fédéral intensifie ses efforts diplomatiques pour mettre un terme à la guerre d'agression menée par la Russie. Cela explique pourquoi le BSW est parvenu non seulement à absorber une partie des voix de Die Linke, le parti défendant traditionnellement une ligne pacifiste, mais aussi à capter des électeurs du camp des partis de la coalition « feu tricolore »,

Ces élections ont ébranlé les partis de la coalition

25. B. Brinkmann, « Lässt Lindner die Ampel platzen? », *Süddeutsche Zeitung*, 23 septembre 2024, disponible sur : www.sueddeutsche.de.

26. J. Schönenborn, « Welche Themen die Landtagswahlen bestimmen », *Tagesschau*, 1^{er} septembre 2024, disponible sur : www.tagesschau.de.

notamment du SPD. L'aspiration d'une approche différente dans la politique vis-à-vis de la Russie est donc largement partagée au sein du camp démocratique en Allemagne de l'Est, et pas seulement par les sympathisants de l'AfD. Suivant cette logique, le score stable de la CDU, notamment en Saxe, peut s'expliquer par un positionnement à part vis-à-vis de la Russie, comparativement au reste du parti. Le ministre-président Michael Kretschmer, représentant l'aile droite du parti, a déplu à la base avec ses propos favorables à des négociations de paix avec la Russie, montrant un alignement avec le BSW, ce qui pourrait faciliter une coalition en Saxe.

La possible alliance entre la CDU, le SPD et le BSW soulève la question d'un repositionnement du gouvernement vis-à-vis de l'Ukraine. Ayant perdu une partie de leur base électorale au profit du BSW, le SPD et les Verts doivent définir leur ligne politique pour la campagne fédérale. Les déclarations du chancelier Scholz le 9 septembre, proposant une future conférence de paix incluant la Russie, sont vues par la CDU comme une manœuvre pour se présenter en « chancelier de la paix », déviant ainsi du fort soutien militaire allemand. La question de savoir si l'Allemagne restera fidèle à son « changement d'époque » (« *Zeitenwende* ») sera centrale lors de la campagne pour les élections fédérales de septembre 2025.

Comparé aux élections régionales de 2019 en Allemagne de l'Est, où ils avaient obtenu de meilleurs résultats, les Verts apparaissent comme les grands perdants de ces élections. Leurs priorités, comme la transition énergétique, ont eu moins d'impact. Le BSW, l'AfD et la CDU ont attaqué les Verts en les présentant comme un « parti d'interdiction », cherchant à imposer un projet « woke » éloigné des préoccupations des citoyens. Cette stratégie, renforcée par des mesures impopulaires comme la « loi chauffage », perçue comme intrusive, a affaibli le parti, qui peine à s'en remettre et à ajuster sa stratégie pour la campagne fédérale.

Les élections régionales en Thuringe, en Saxe et dans le Brandebourg démontrent les difficultés du système politique allemand à maintenir les partis traditionnels démocratiques, ainsi que l'appétence d'une grande partie de la population pour des partis radicaux. Mais derrière ces choix électoraux se cachent un sentiment de décrochage, des revendications pour plus de sécurité sociale, la préservation des services publics, y compris dans les zones rurales, et une meilleure gestion de l'immigration. Alors que l'AfD avait obtenu un score de 12,6 % en 2017, le parti était retombé à 10,7 % lors des élections fédérales de 2021, perdant un million de voix. Cela montre qu'il n'y a pas de fatalité du succès de l'extrême droite en Allemagne, même si les sondages actuels prédisent pour l'instant une poursuite de la vague extrémiste pour le pays.

La possible alliance entre la CDU, le SPD et le BSW soulève la question d'un repositionnement du gouvernement vis-à-vis de l'Ukraine

Jeanette Süß est chercheuse au Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Institut français des relations internationales (Ifri), où elle travaille en particulier sur la politique intérieure allemande, l'Union européenne (UE) et le couple franco-allemand au sein de l'Europe. Politologue de formation, elle a travaillé pour le Conseil d'experts pour l'intégration et la migration au profit du gouvernement allemand, pour l'Institut d'études de sécurité de l'UE à Paris et pour la fondation politique allemande Friedrich-Naumann pour la liberté à Bruxelles avant de rejoindre le Cerfa.

Comment citer cette publication :

Jeanette Süß, « Les élections régionales en Thuringe, en Saxe et en Brandebourg. Raz-de-marée pour les extrêmes ? », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 24 septembre 2024.

ISBN : 979-10-373-0912-9

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteurice.

© Tous droits réservés, Ifri, 2024

Couverture : Affiche électorale de l'AfD, à Eckstedt, Thuringe, Allemagne, 2024
© Arnulf Hettrich/imageBROKER/Shutterstock.com



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org

